

CHERS COMPATRIOTES

LE BILAN d'Omar Bongo et de son régime à la tête du pays est tout simplement désastreux. Le régime Bongo est un régime criminel, voir génocidaire, qui continue à tuer par l'arme de la misère les 70% de nos compatriotes qui, inexplicablement, vivent actuellement sous le seuil de pauvreté dans un pays pourtant riche.

Notre peuple, au regard des assauts prédateurs du régime Bongo, est aujourd'hui en situation de légitime défense. Il nous faut donc nous préparer à défendre notre nation et la libérer par tous les moyens possibles.

En ce début d'année 2008, nous voulons dire à tous ceux que le régime Bongo a brisés, usés, précarisés, marginalisés, paupérisés et déshumanisés que le BDP-Gabon Nouveau est votre mouvement car il est le résultat de votre colère, l'alpha et l'oméga de notre commune aspiration à un espace de liberté, de pensée et d'action pour repenser notre pays de manière durable, et ramener dans nos maisons, nos familles et nos manières d'être les valeurs de perdues.

Sachez, amis, frères et sœurs de route et de combat, que le BDP-Gabon Nouveau croit en vous. Voilà pourquoi, ensemble, nous débarquerons notre pays de l'usurpateur, pour que la dignité soit rendue au père de famille, pour que la protection soit accordée aux femmes, aux enfants et aux vieillards, pour que le travail soit possible pour tous, que la santé soit garantie à tous, que l'accès à la propriété de qualité soit accessible à tous, pour que les angoisses, les doutes et les inquiétudes du quotidien soient vaincus.

Nous avons compris votre aspiration au changement, votre volonté d'opérer la rupture d'avec le bongoïsme sanguinaire et mafieux qui boit le sang de nos enfants et s'accapare tous les biens de la nation. Pendant que l'usurpateur accumule un patrimoine immobilier de plus de 100 milliards de F CFA en France, nos enfants meurent dans des hôpitaux sans médicaments. Pendant qu'il s'achète des limousines Bugatti de 722 millions de F CFA l'unité, les routes du Gabon restent des pistes d'éléphant indignes de notre pays. Nous disons aujourd'hui que cette situation ne peut plus durer.

Voilà pourquoi nous posons les questions suivantes à Omar Bongo:

– Entre 1997 et 2007, le budget du Gabon a doublé de 900 milliards à 1800 milliards (il aurait dû tripler pour se situer à 2700 milliards), mais on n'a vu aucun système de santé digne de ce nom se construire au Gabon. Où

est passé tout cet argent, Monsieur Bongo?

– Entre 1997 et 2007, le baril de pétrole est parti de 15/20 dollars à plus de 100 dollars l'unité: cela veut dire une augmentation de près de 400 à 500% des revenus pétroliers du Gabon. Pourtant, on n'a vu nulle part la construction d'écoles dignes de ce nom au Gabon. Où est passé l'argent du pétrole gabonais, Monsieur Bongo?

– Entre 1997 et 2008, le revenu par habitant du Gabon a triplé pour passer de 5.400 à presque 14.000 de dollars per capita, loin devant des pays comme la Chine qui nous construit nos parlements (5.300 dollars), le Maroc qui nous achète nos Air Gabons (3.800 dollars), l'Inde qui achète aujourd'hui des constructeurs automobiles américains (2.700 dollars), sans compter des pays comme l'Afrique du Sud qui, il y a 15 ans seulement, n'avaient même pas un revenu par habitant de 1000 dollars, mais se situent aujourd'hui à 10.600 dollars par habitant dans le cadre d'une solide économie en pleine expansion. Pourtant, toute cette richesse du Gabon ne se voit nulle part dans le pays: Qu'avez-vous fait de l'argent du Gabon Monsieur Bongo?

En vérité, je vous le dis, frères et sœurs: l'argent du développement ne manque pas au Gabon. Il disparaît dans les poches de Bongo et de sa famille. Avec le génie gabonais et la bonne volonté de tous ceux qui veulent le changement, en cinq ans, nous pouvons faire au Gabon ce qu'Omar Bongo n'a pas pu faire en 40 ans de pouvoir sans partage.

Nous pouvons, en cinq ans, porter le budget du Gabon de 1800 milliards CFA aujourd'hui à 3000 milliards par la simple réforme de l'état, l'éradication de la corruption et la consolidation du secteur privé, et ceci grâce à des revenus générés hors pétrole. Il n'y aurait pas au Gabon, dans cinq ans, un seul Gabonais au chômage, un seul Gabonais qui n'ait pas accès à une maison digne de ce nom avec lignes d'eau, d'électricité et de téléphone privées, à une voiture, à des écoles et à des hôpitaux à la pointe du progrès, pas une seule route du Gabon qui ne soit bitumée et entretenue.

Mais pour y arriver il faut;

1— Démocratiser immédiatement le pays, parce que les principes du libéralisme économique qui mènent au développement durable passent obligatoirement par la liberté d'expression, la liberté d'entreprise, la liberté de penser et la liberté de créer. Il faut donc s'y plier.

2— Réformer l'état de fond en comble, tant au niveau des institutions que de son fonctionne-

ment, pour lui permettre d'opérer de manière optimale dans un contexte d'état de droit qui en éliminerait la corruption tout en permettant de générer d'énormes revenus hors pétrole.

Force est, hélas, de reconnaître que rien de bon ne peut plus se passer au Gabon tant qu'Omar Bongo est au pouvoir. Si, donc, Bongo ne veut pas quitter le pouvoir, nous devons le forcer à quitter le pouvoir. Les 95% du peuple gabonais qui ne votent plus disent désormais que: « **BONGO DOIT PARTIR**, pour la construction d'un Gabon nouveau ». Ils disent « BDP » parce qu'il savent que ce n'est pas par les urnes que le Gabon changera, mais par la force insurrectionnelle d'un peuple meurtri qui dit désormais « trop c'est trop ».

Au folklorique, au sensationnel et à l'éternel show politique de ceux qui se sont rendus coupables de parjures, de crimes économiques et d'usurpation politique, le BDP demande désormais au peuple gabonais d'opposer sa détermination à imposer la démocratie, la transparence électorale et l'alternance politique par tous les moyens possibles.

A ceux d'entre vous qui hésitent encore, le BDP vous demande d'arrêter de penser et de croire que tout est fini, qu'on ne peut plus rien faire, qu'il faut tout laisser à Dieu. Jésus avait dit que « tu mangeras à la sueur de ton front ». Ce n'est pas la France ou le miracle de Dieu qui va débarrasser le Gabon de Bongo, mais chacun d'entre nous qui dira « non, trop c'est trop » et qui répondra à l'appel du patriotisme qui sera bientôt lancé dans ce pays pour un changement immédiat.

Mais pour y arriver, nous devons exclure de nos pensées le fameux « on va encore faire comment » et prendre sur nous de dire au dictateur et à ses acolytes que le moment de partir est venu: nous ne voulons plus voir un seul enfant gabonais mourir de misère. S'il n'aime pas le Gabon, qu'il aille au Congo, mais qu'il laisse notre pays aux Gabonais qui l'aiment. Le BDP-Gabon Nouveau vous demande donc de renoncer au renoncement. De recommencer à croire qu'il est vital d'agir, que la politique est l'affaire de tous et que nous pouvons tout changer à condition de ...

... le vouloir et de nous battre avec courage et détermination pour y arriver.

En cette année 2008, le BDP-Gabon Nouveau vous invite à entrer dans le sillage du Gabon du cœur, du Gabon de l'action, du Gabon des Gabonais.

Pour ce qui nous concerne, nous avons évalué la situation et nous sommes prêts à payer le prix de nos libertés confisquées.

Parce que nous vous aimons, parce que nous aimons notre pays, parce que le BDP est née de vous et vit pour vous, retrouvons nos dignités perdues.

Au peuple merveilleux et extraordinaire que vous êtes, nous lançons l'appel suivant, inspiré de l'article 35 de la Déclaration française des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793: « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré et le plus indispensable des devoirs ».

Quand donc sonnera le moment des grincements de dents pour ceux qui aujourd'hui nous avilissent et nous animalisent, nous pourrons enfin, ensemble, faire le Gabon de demain.

Bonne et heureuse année 2008.

Que Dieu bénisse le Gabon.

Dr. Daniel MENGARA

Président du BDP-Gabon Nouveau



POURQUOI BONGO DOIT PARTIR

LE MAL DU GABON, nous le savons tous et nous devons tous le dire dès aujourd'hui, c'est OMAR BONGO.

COMPATRIOTES! Cessons de caresser nos esprits d'illusions nuisibles comme celles qui nous font croire que la paix au Gabon ne dépend que de Bongo et que sans lui, ce pays ne pourra survivre. Ce pays vit déjà la guerre civile de la misère depuis 40 ans. Ce pays vit déjà aussi sans Bongo depuis 40 ans puisque Bongo. Qu'est-ce qu'il a fait pour le Gabon en 40 ans? RIEN! Il n'a jamais su diriger ce pays et ne nous a apporté que misères et cimetières. Non, chers compatriotes, admettons la

réalité. Nous n'en voulons plus de cette vie là car **BONGO EST UN « PRESIDENT » COMA.**

QUAND, dans un pays, un homme se prend pour Dieu et se fait adorer par d'autres hommes, et quand en plus il se croit doué de la faculté de tout décider tout seul comme un dieu, sous d'autres cieus, cela s'appelle de la dictature. Nous n'en voulons plus de ce Gabon-là car **BONGO EST UN DESPOTE.**

LA REPUBLIQUE, c'est la séparation des pouvoirs et la transparence des décisions, pas l'arbitraire et le favoritisme au profit des proches. Nous devons dire non à la République des réseaux. Nous devons en finir avec la République des clans, des obligés, des « fils à papa », des copains et des courtisans. Sous d'autres cieus, cela s'appelle le népotisme. Nous ne voulons plus subir le bongoïsme car **BONGO EST UN MAFIOSO.**

LE GABON doit renaître avec un tout autre système de valeurs qui met l'argent au service de la nation et du citoyen, encourage et suscite la solidarité politique, économique et sociale de tous pour un Gabon meilleur. Nous ne voulons plus d'un pays où tout s'achète: les votes, les consciences, les promotions, les faveurs, les fesses. Sous d'autres cieus, cela s'appelle de la corruption. « L'argent gagné malhonnêtement est un venin ». Nous ne voulons plus de ça car **BONGO EST UN VENIN.**



**REJOIGNEZ-NOUS DES AUJOURD'HUI
POUR LA DIGNITE ET LE RETOUR DES VALEURS**
Rejoignez-nous, pour un Gabon Nouveau
« **BONGO DOIT PARTIR** »

POUR ADHERER AU BDP-GABON NOUVEAU, CONTACTEZ-NOUS

**Coordination Nationale
BDP-Gabon Nouveau
Libreville Gabon
Tel: 07-48-75-24
07-51-46-13 / 06-23-73-32
Email : coordnat@bdpgabon.org**

**Comite Directeur
BDP-Gabon Nouveau
New jersey, USA
P.O. Box 3216 TCB
West Orange, NJ 07052, USA
Tel/Fax : 973-447-9763**

LEGALISATION DES PARTIS POLITIQUES AU GABON - CE QUE DIT LA LOI -

QUE l'on ne vous mente pas! AU GABON, la loi n'interdit pas à un mouvement politique de faire sien un thème comme celui de « Bongo Doit Partir ». Il faut bien que l'opposition, qu'on le veuille ou non, puisse dire « **Bongo doit partir** » si elle veut, un jour, obtenir le départ d'Omar Bongo et se poser en alternative crédible! Les bongoïstes trouvent insultant qu'on puisse appeler un mouvement politique « Bongo Doit Partir ». Or, en dehors de la phrase « Bongo doit partir », il n'y a pas mille manières de demander le départ d'un dictateur nommé « Bongo ». S'il est interdit de mentionner librement le nom de Bongo pour demander son départ, autant reconnaître qu'il n'y aura jamais de démocratie au Gabon tant qu'Omar Bongo sera au pouvoir. Et autant ne plus tenir d'élections au Gabon et proclamer tout de suite Omar Bongo roi à vie du Gabon, vu qu'il est impossible de critiquer Omar Bongo en mentionnant son nom! Or, vu que Bongo est au pouvoir depuis 40 ans et que le Gabon n'est pas une monarchie héréditaire, avoir le droit de demander son départ immédiat et inconditionnel est une prérogative obligatoire pour tout groupe politique et pour tout citoyen gabonais qui se réclame de l'opposition. Aux Etats-Unis, il existe des associations demandant librement la destitution pure et simple du président Bush pour ce qu'elles considèrent comme des mensonges de la part de leur président. Pourquoi pas au Gabon, vu que la Constitution existante protège le droit des Gabonais à demander le départ de Bongo? Mais comme on est au Gabon, pays des arbitraires bongoïstes, le dictateur et ses sbires considèrent comme crime de lèse-majesté l'existence de notre mouvement « **Bongo Doit Partir, pour la construction d'un Gabon Nouveau** » (BDP-Gabon Nouveau) et son combat pour la destitution immédiate d'un homme qui n'a rien fait de bon au Gabon en 40 ans de pouvoir inutile. S'il y a un homme politique dont l'existence est totalement inutile sur terre, c'est bien Omar Bongo.

AU GABON, la loi est pourtant claire: il y a différence entre existence légale et « légalisation ». Il y a chez nous nécessité de « légaliser » un parti non pas pour avoir le droit d'exister, mais plutôt pour avoir le droit, en tant que groupe politique, de bénéficier des avantages que l'état donne aux partis « légalisés » (Franc électoral, participation aux élections, etc.). Aujourd'hui, le BDP-Gabon Nouveau est tout à fait en droit d'exister. En faisant passer le BDP-Gabon Nouveau pour un mouvement clandestin et en interdisant ses activités, l'état Bongo est hors-la-loi et totalement dans l'arbitraire. Les textes exigent que le mouvement qui veut se « légaliser » existe d'abord avant que de solliciter la « légalisation ». Pour légaliser un parti, il faut que sa charte (ses statuts) et son règlement intérieur soient établis, que ses membres dirigeants soient désignés et que ce parti s'organise pour sillonner le pays à la recherche des 3000 signatures (reparties sur sept des neuf provinces du pays) qui lui donneront la représentation sociologique et prouveront à l'état que les Gabonais y adhèrent. **La loi est claire : l'existence légale doit précéder la « légalisation ».** Le BDP-Gabon Nouveau est donc un **mouvement légal.** Toute affirmation du contraire est nulle et non avenue. Le BDP-Gabon Nouveau affirmera son existence au Gabon par tous les moyens possibles.